

Des Canadiens plutôt optimistes pour ce qui est d'accéder aux programmes sociaux et d'avoir sur eux une influence

Avec sa nouvelle enquête internationale *Des risques qui comptent*, l'OCDE s'intéresse aux risques économiques et sociaux tels que les individus les perçoivent et cherche à savoir si, et dans quelle mesure, l'État leur semble répondre à leurs inquiétudes de façon satisfaisante. Réalisée en 2018 auprès d'un échantillon représentatif de 22 000 adultes dans 21 de ses pays membres, cette enquête témoigne d'une volonté de mieux comprendre ce que veulent les citoyens et quelles attentes sont les leurs à l'égard de la politique sociale.

Dans l'immédiat, les Canadiens redoutent surtout de ne pas arriver à « joindre les deux bouts ». 51 % d'entre eux mentionnent la difficulté à faire face aux dépenses de la vie quotidienne, malgré l'exercice d'une activité professionnelle, parmi les trois motifs d'inquiétude les plus sérieux. Ils craignent également d'être atteints par la maladie ou le handicap (cités parmi les trois risques les plus importants à brève échéance dans 48 % des cas) ou de perdre leur emploi (36 %) au cours des deux années à venir*.

Au-delà des dix prochaines années, les retraites sont – et de loin – le sujet de préoccupation le plus fréquemment cité au Canada, comme partout ailleurs du reste. 67 % des Canadiens craignent pour leur sécurité financière l'âge venu et y voient l'un des trois principaux risques à long terme. Suivent la crainte de ne pas avoir le même niveau de vie que la génération précédente (46 %) et celle de devoir prodiguer des soins de longue durée à des membres de sa famille (37%)*.

*La somme est supérieure à 100 % car les répondants pouvaient sélectionner jusqu'à trois réponses.

Même si à peine plus d'un tiers (34 %) des Canadiens pense pouvoir accéder facilement à l'aide sociale en cas de besoin, ce pourcentage est supérieur à celui relevé dans les autres pays étudiés (Fig. 1). Dans l'ensemble en effet, 20 % seulement des personnes interrogées partagent le même avis.

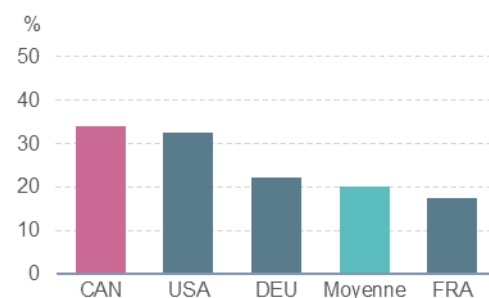
Les Canadiens affichent par ailleurs un certain optimisme au sujet de leur poids politique si l'on compare aux habitants d'autres pays. 45 % d'entre eux estiment que les pouvoirs publics conçoivent ou réforment les programmes d'aide sociale sans tenir compte de leur opinion (ou de celle de personnes comme eux) – seuls les Norvégiens se montrent moins critiques à cet égard (Fig. 2).

Une majorité de Canadiens souhaite que l'État leur vienne davantage en aide. Ils sont 57 % à considérer que les pouvoirs publics devraient faire plus pour leur sécurité économique et sociale, contre 5 % seulement qui pensent le contraire (Fig. 3).

Les mesures de lutte contre la pauvreté sont en outre plébiscitées. Avec 69 % des Canadiens estimant qu'il faut imposer plus lourdement les personnes aisées afin de venir en aide aux plus défavorisés, les partisans d'une redistribution progressive sont légèrement plus nombreux que la moyenne.

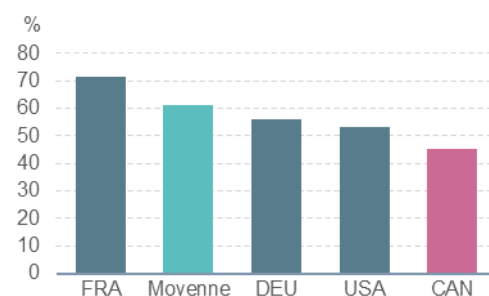
Entre différents domaines d'intervention, c'est dans celui des retraites que les Canadiens investiraient le plus volontiers : ils sont 45 % à vouloir accroître les dépenses en la matière, même si cela implique d'augmenter les impôts ou de réaliser des économies par ailleurs.

Fig. 1. Les Canadiens sont particulièrement confiants s'agissant de l'accès à l'aide sociale



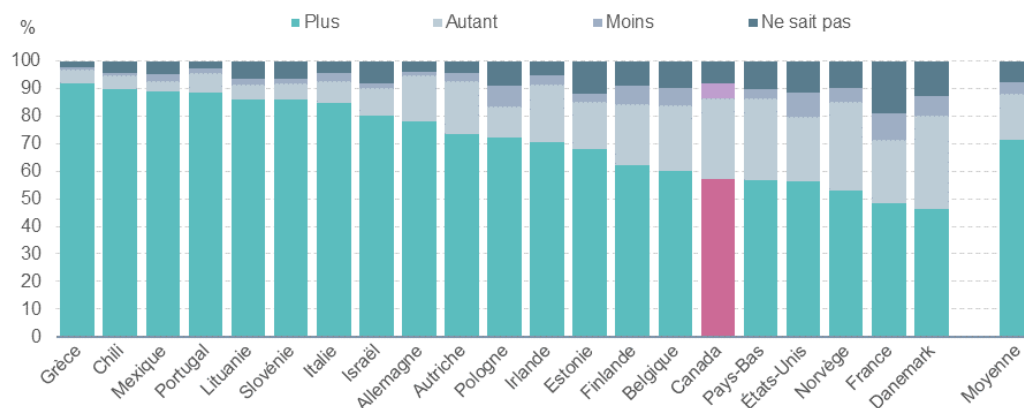
Note : Pourcentage d'individus d'accord (ou tout à fait d'accord) avec l'affirmation suivante : « Je pense pouvoir bénéficier facilement de l'aide sociale en cas de besoin ».

Fig. 2. Les Canadiens sont relativement peu enclins à juger que l'État les ignore



Note : Pourcentage d'individus pas d'accord (ou pas du tout d'accord) avec l'affirmation suivante : « J'estime que les autorités tiennent compte de l'avis de personnes comme moi pour concevoir ou réformer les programmes d'aide sociale ».

Fig. 3. Plus de la moitié des Canadiens souhaitent que les pouvoirs publics fassent davantage pour leur sécurité économique et sociale



Note : Répartition des réponses obtenues à la question : « Pensez-vous que les pouvoirs publics devraient faire plus, autant ou moins pour votre sécurité économique et sociale ? »
Source : OCDE (2019), *Main Findings from the 2018 OECD Risks that Matter Survey*, Éditions OCDE, Paris.

Contacts : Stefano Scarpetta (stefano.scarpetta@oecd.org), Directeur, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE ; Valerie Frey (valerie.frey@oecd.org) ; Monika Queisser (monika.queisser@oecd.org). Information sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>